

# Eco-tidien

Hebdomadaire d'information économiques et financières - Récépissé N°0127/RDDJ/C19/BRP du 06 avril 2011



Alors que l'ouverture des candidatures est d'actualité ce mois de septembre, deux têtes d'affiche se distinguent fortement pour le remplacement d'Akinwumi Adesina à la tête de la Banque africaine de développement : celui d'Ousmane Kane, un proche du président mauritanien Ould El-Ghazaouani et Romuald Wadagni, ministre de l'Économie et des Finances du Bénin et proche du président Talon. Le tout dans un contexte où l'Afrique fait face à de multiples enjeux, financiers et de transition. **P.5**

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

## Au cœur des enjeux cruciaux de la future présidence

BANQUE ATLANTIQUE  
CAMEROUN

### Éric Valéry Zoa reconduit au poste de Directeur Général pour trois ans

Le mandat du Camerounais Éric Valéry Zoa à la tête de Banque Atlantique Cameroun (BACM) a été renouvelé pour 3 années supplémentaires, selon une annonce légale consultée dans Cameroon tribune, le quotidien gouvernemental. La décision prise par le conseil d'administration de la banque concerne également le directeur général adjoint Sayouba Ouedrago. Elle a pris effet le 06 avril 2024. **P.6**



MARCHE FINANCIER

### La Bvmac sollicite une expertise pour évaluer son système de cotation

Un avis d'appel d'offres est ouvert jusqu'au 18 septembre prochain en vue de sélectionner un auditeur qui devra évaluer la conformité de la plateforme et faire des recommandations. **P.8**



ASSEMBLEE GENERALE

### DES NATIONS UNIES Le Président Philémon Yang, promet de servir avec « honnêteté »

Philémon Yang a officiellement pris ses fonctions de président de la 79e session de l'Assemblée générale des Nations unies le 9 septembre à New York. Son prédécesseur, le Trinadien Dennis Francis, lui a passé le marteau de décision après sa prestation de serment. **P.9**





**SCB Cameroun**  
Groupe Attijariwafa bank

**Croire en vous**

# CREDITS SCB

Finies les équations,  
l'expert est la solution

SCB SUKUL - SCB SÉRÉNITÉ - SCB IMMO



SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE CAMEROUN Groupe Attijariwafa bank - Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 10,54 milliards FCFA - RCCM. N°89.S.152 - RC/YAO/2011/M/92 - Direction Générale : 530, Rue du Roi George - B.P. 300 Douala (Cameroun)

[www.scbcameroun.net](http://www.scbcameroun.net)

# Eco-tidien

Tous les lundis dans vos kiosques



**Hebdomadaire Economique et Financière**

*Bien informer pour mieux investir en Afrique*

contacts: **696 82 03 94 / 677 23 95 67**

STRATEGIE

# La Chine promet 50 milliards de dollars au développement de l'Afrique, son partenaire « stratégique »

Le Président Chinois Xi Jinping a dévoilé ce montant d'aides financières ce jeudi dans son discours d'ouverture du 9<sup>e</sup> Forum sur la coopération sino-africaine, qui rassemble plus de 50 chefs d'Etat africains à Pékin. Et élevé les relations diplomatiques entre la Chine et le continent au rang de « relation stratégique ».



Le Président chinois Xi Jinping, à la tribune du Focac 2024

La Chine continue à pousser son avantage en Afrique. Son président, Xi Jinping, a promis au continent, dans le cadre des Nouvelles routes de la Soie, une aide financière de 50 milliards de dollars au cours des trois prochaines années, qui vise à renforcer les échanges en infrastructures et commerce. La deuxième économie mondiale est déjà le

premier partenaire commercial du continent africain, avec 167,8 milliards de dollars (151,8 milliards d'euros) en échanges bilatéraux au premier semestre 2024, selon les médias officiels chinois.

La déclaration du président chinois a été faite à l'occasion du sommet du Forum sur la coopération Chine-Afrique, le plus grand rendez-vous diplomatique organisé à Pékin depuis la pandémie. Il réunit de mercredi à vendredi plus de 50 dirigeants africains. L'Eswatini (ex-Swaziland) est le seul des 54 pays africains à manquer à l'appel, en raison de ses liens diplomatiques avec Taïwan que Pékin considère

comme une partie de son territoire.

### « MENER LA RÉVOLUTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES »

Les relations Chine-Afrique connaissent leur « meilleure période de l'histoire », a assuré Xi Jinping lors de la cérémonie d'ouverture,

dans le Palais du Peuple. S'exprimant également au sommet, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a assuré que la Chine et l'Afrique, en coopérant ensemble, pouvaient « mener la révolution des énergies renouvelables ».

Mercredi, le président zambien Hakainde Hichilema a ainsi annoncé un accord entre la compagnie nationale d'électricité zambienne (ZESCO) et le groupe chinois PowerChina pour étendre l'usage de panneaux solaires sur les toits dans le pays africain. Le Nigeria et la Chine ont eux annoncé prévoir de « renforcer la coopération » dans les infrastructures, notamment « le transport, les ports et les zones de libre-échange ».

La présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan a de son côté obtenu l'engagement par Xi Jinping de faire avancer le projet de train entre son pays et la Zambie, qui a pris du retard. Quant au Zimbabwe, il a obtenu la promesse d'une coopération renforcée dans « l'agriculture, l'exploitation minière, les énergies propres et les infrastructures de transport », selon un communiqué conjoint. Le président kényan William Ruto a, lui, indiqué

que son homologue chinois avait promis l'ouverture du marché chinois aux produits agricoles de son pays.

### DES PRÊTS QUI CREUSENT L'ENDETTEMENT

L'an dernier, William Ruto avait demandé à la Chine un prêt d'un milliard de dollars et la restructuration de la dette existante: son pays doit aujourd'hui rembourser plus de 8 milliards de dollars à la Chine. Les prêts des banques publiques chinoises ont soulevé des interrogations en contribuant à creuser l'endettement de certains pays. Le montant des prêts accordés par la Chine aux pays africains l'an passé a toutefois été divisé par six par rapport aux sommets atteints en 2016, où ils approchaient les 30 milliards de dollars (27 milliards d'euros). « Certains de ces prêts sont devenus un lourd fardeau pour leurs bénéficiaires », affirme Alex Vines, analyste au centre de réflexion britannique Chatham House, citant l'exemple du Kenya.

Paul Nkala

INITIATIVE

# Le président Paul Biya en mode séduction des investisseurs Chinois

Au quatrième jour de sa visite en Chine à l'occasion du Sommet du FOCAC 2024, qui s'est achevé la veille à Beijing, le Président de la République, Paul BIYA, a successivement reçu en audience, dans l'après-midi du samedi 7 septembre, cinq chefs d'entreprises chinoises, chacun à la tête d'une importante délégation. Il s'agit de Collin Liu, vice-président du groupe Huawei Technologies ; Pang Xinxing, président directeur général du groupe StarTimes ; Xu Chengzhi, vice-président du conseil d'administration de la société China Tianying Inc. ; John Cai, vice-président de la société Liyu ; Yinzhai Bai, président de la China Harbour Engineering Company Ltd (CHEC).

Intervenant au lendemain de la conférence des entreprises de Chine et d'Afrique, tenue en clôture du Sommet du FOCAC, les échanges entre le Chef de l'Etat camerounais et les cinq chefs d'entreprises chinoises ont permis de faire le point sur le partenariat existant et d'envisager les perspectives pour les uns, d'exprimer la volonté d'investir au Cameroun pour les autres. En effet, lors de l'entretien qu'il a eu avec le Président Xi Jinping, le 4 septembre, le Président Paul BIYA a appelé le gouvernement et le secteur privé chinois à « continuer d'investir massivement au Cameroun afin de lui permettre de poursuivre sa vision d'émergence à l'horizon 2035 ».

Le groupe Huawei Technologies opère depuis plusieurs années dans le secteur des télécommunications au Cameroun

et se dit satisfait de son partenariat. Il compte poursuivre ses investissements. Le groupe StarTimes a rendu compte au Chef de l'Etat de son plan de finalisation de la transformation numérique de la CRTV et envisage de doter le Cameroun d'un système de radio et de télévision de haute qualité. La société China Tianying Inc (CNTY), spécialisée dans les énergies renouvelables, les services environnementaux urbains intelligents, le recyclage des déchets et la production d'énergie à partir de ces déchets, souhaite construire au Cameroun la première usine de valorisation énergétique des déchets d'Afrique. La société Liyu, spécialisée dans la production et la vente de l'électricité à partir du gaz naturel est également intéressée par les opportunités d'investissement au Cameroun. Enfin, la société CHEC, filiale du groupe China Communications Construction Co. Ltd,

impliquée dans plusieurs projets structurants, à l'instar du port en eau profonde de Kribi, des autoroutes Douala-Yaoundé et Yaoundé-Nsimalen a fait part de son engagement à continuer d'accompagner le Cameroun dans le développement des infrastructures.

Aux entreprises déjà établies au Cameroun et à celles qui désirent s'installer, le Président Paul BIYA a réitéré ce message : le Cameroun est un bon risque pour les investisseurs chinois.

P.N



Un attitude du Président Paul Biya face aux investisseurs chinois

CONJONCTURE

# La Cemac salue la capacité des États à emprunter sur le marché régional

Politiques de grands travaux, dépenses publiques accrues par des prix de produits encadrés. Dans un contexte de besoins de fonds en augmentation des pays d'Afrique centrale, il est devenu essentiel pour la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) de lever des capitaux sur le marché régional des titres publics. Les grands argentiers de la région se sont réunis à Brazzaville cette semaine.



Plus de 7 000 milliards de Fcfa levés sur le marché régional

A l'occasion de cette rencontre, des chiffres ont été révélés et un nouveau record a été battu : les États de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale

(Cemac) ont levé plus de 7 000 milliards de Fcfa sur le marché régional. Soit près de 11 milliards d'euros de dettes en cours. « Une capacité d'emprunt considérée comme une

performance, comparée aux premières levées de fonds réalisées à la création du marché en 2011 », souligne le communiqué du ministère congolais de l'Économie et des Finances.

Seulement ces cinq derniers mois, près d'un million d'euros ont été empruntés sur ce marché, un niveau de dettes révélateur de la demande des États. Un montant utilisé notamment pour financer leurs besoins en trésorerie.

Cependant, les objectifs d'emprunts ne sont pas toujours atteints, car aujourd'hui, les banques commerciales atteignent leurs niveaux de prêt maximum, souligne le média spécialisé, Sika Finance. Ces banques sont les principaux créanciers de la Cemac

Pour rester dans les règles de prudence imposées, la marge de manœuvre des établissements bancaires est désormais très

limitée. La solution pour les États de la Cemac réside dorénavant dans l'investissement des acteurs privés qui restent, pour l'instant, frileux à prêter.

Autre inquiétude, celle de la capacité des États à honorer leurs dettes. Pour la première fois depuis la création du marché régional des titres publics, un État n'a pas été en mesure de régler une échéance. Or, le marché des titres publics a besoin que les créanciers restent confiants en leurs débiteurs pour continuer à prêter.

Pour répondre à cette problématique, une charte de bonne conduite devrait être adoptée par les États, lors de la prochaine réunion prévue en décembre 2024.

Cédric Boyomo

## STRATEGIE

## Le Cameroun attire la convoitise des bailleurs de fonds en Inde

Grâce au déploiement spécial de l'Agence de Promotion des Investissements, le Cameroun séduit des bailleurs au 19e conclave de la Confédération des Industries Indiennes sur le partenariat Inde – Afrique organisé du 20 au 22



L'API présente au 19e conclave de la Confédération des Industries Indiennes sur le partenariat Inde – Afrique

En droite ligne de la volonté du Cameroun d'attirer sur son sol, toujours plus d'investissements, en vue d'accélérer la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations, l'Agence de Promotion des Investissements est à l'assaut du grand Orient. La mission conduite par Donatus Boma au 19e conclave de la Confédération des Industries Indiennes sur le partenariat Inde – Afrique, témoigne bien de la volonté du Directeur Général de l'API (lien), de travailler à matérialiser cette vision du Chef de l'Etat Camerounais.

Car en effet, l'importance stratégique de l'Inde dans la diversification des partenaires économiques du Cameroun n'est plus à démontrer. Avec un PIB de 3 730 milliards de dollars, le pays de Narendra Modi est en passe de dépasser l'Allemagne et le Japon pour devenir la troisième économie mondiale d'ici 2027, selon le Fonds Monétaire International. Une croissance fulgurante adossée notamment sur ses rapports économiques avec des pays africains, dont le Cameroun.

Equilibrer la balance commerciale La démarche de l'Agence de Promotion des Investissements au 19e conclave de la Confédération des Industries Indiennes sur le partenariat Inde – Afrique s'inscrit dans le cadre de la « Cameroon Investment Week » India 2024 et participe de la volonté du Cameroun de redresser sa balance commerciale avec l'Inde. Selon un rapport de l'Institut National de la Statistique (INS) rendu public le 19 août 2024, « les exportations du Cameroun vers l'Inde ont baissé de 41,9 %, passant de 493 milliards de FCFA en 2022 à 286 milliards de FCFA en 2023 ».

Le géant asiatique est en effet le troisième client du Cameroun en 2023 avec 9,6 % des parts du marché d'exportation. Les recettes engrangées par le Cameroun de ses échanges commerciaux avec l'Inde proviennent principalement de l'exportation des produits miniers notamment du gaz naturel liquéfié et des huiles brutes de pétrole.

Par contre, l'Inde détient 11,6 % des parts de marché d'importations du Cameroun en 2023, occupant ainsi la

2e place derrière la Chine et devant la France. Les principaux produits importés étant du gazoil, du riz semi-blanchi ou blanchi, de l'essence destinée à l'aviation, des médicaments et du poisson surgelé. Des produits dont la fabrication locale grâce aux facilités prévues par la loi sur les incitations à l'investissement privé en vigueur au Cameroun depuis 2013, pourrait générer des profits conséquents pour les partenaires.

### CAP SUR L'IMPORT-SUBSTITUTION

La présentation de Donatus Boma devant le gratin de la business industry indienne au cours du 19ème forum économique Inde-Afrique à New Delhi n'avait donc qu'un objectif: repreciser les nouveaux paradigmes de coopération entre le Cameroun et l'Inde en capitalisant sur l'import substitution tel que souhaité par le Président Paul BIYA.

« Avec près de 30 millions d'habitants, le Cameroun est bien le plus grand marché d'Afrique Centrale. En revanche, sa position privilégiée sur la carte de l'Afrique en plus de l'ouverture sur le Golfe de Guinée, le prédispose à être le point de départ de lignes commerciales à destination de tout le continent. La densification des échanges entre nos deux pays permettra donc au Cameroun de bénéficier de l'expertise technologique nécessaire pour booster son économie, et à l'Inde de bénéficier des ressources naturelles uniques dont dispose l'Afrique en miniature » a déclaré le Directeur Général de l'API.

### « INVESTIR AU CAMEROUN POUR CONQUÉRIR L'AFRIQUE »

Le 19ème forum économique Inde-Afrique organisé par la Conférence des Industriels Indiens a également permis à la délégation Camerounaise, de présenter la kyrielle de facilités prévues par la loi sur les incitations à l'investissement privé. Le texte adopté en 2013 prévoit en outre 24 mesures d'incitations fiscales-douanières et 10 dispositions financières et administratives spéciales, pour faciliter la vie aux investisseurs.

Placide Onguéné

## INCLUSION FINANCIERE

## La Banque pour le Commerce et l'Entreprenariat du Gabon à l'offensive

Créée pour répondre aux besoins spécifiques des très petites entreprises (TPE) et petites et moyennes entreprises (PME), des acteurs clés dans la dynamique économique gabonaise, souvent négligés par le système bancaire traditionnel, la Banque pour le Commerce et l'Entreprenariat du Gabon (BCEG) entend bousculer les codes. Révolutionner les principes d'inclusion financière et promouvoir le développement économique du Gabon. Déterminée à créer des champions nationaux en soutenant les jeunes entrepreneurs gabonais tout en résorbant la problématique des déserts bancaires sur l'étendue du territoire national, cette nouvelle institution devrait rendre les services bancaires accessibles à tous.



La BCEG à l'offensive

Après avoir obtenu le feu vert de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac) en juin dernier, avec un capital social à hauteur de 17 milliards de FCFA, et un soutien affirmé de l'Etat gabonais, ce nouvel acteur du secteur bancaire lancera ses activités en octobre prochain. Il entend s'imposer avec une ambition claire: soutenir les très petites entreprises (TPE), les petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que les particuliers. Portée vers l'inclusion financière et le développement économique du Gabon, la Banque qui souhaite œuvrer en faveur des entrepreneurs locaux a une vision claire et ambitieuse pour dynamiser l'économie locale: mettre en place des solutions bancaires adaptées, innovantes et digitalisées. Une volonté qui s'inscrit dans l'air du temps étant entendu que la digitalisation et l'innovation ont un impact profond sur le secteur bancaire, transformant à la fois les opérations internes des institutions financières et l'expérience des clients. Toute chose qui devrait contribuer à résorber la problématique des déserts bancaires sur l'étendue du territoire national.

### 17 MILLIARDS AU SERVICE DES FUTURS CHAMPIONS NATIONAUX

Détenu par des institutionnels et des privés gabonais, le capital de 17 milliards de FCFA de ce nouvel opérateur qui aspire également à créer des champions nationaux en accompagnant les jeunes

entrepreneurs gabonais, contribuant ainsi à la croissance économique durable du pays, pourrait, si l'environnement le favorise également, créer un écosystème d'entreprises locales compétitives, capables de se positionner sur les marchés nationaux et internationaux. Que ce soit en matière de trésorerie ou de financements de projet, la BCEG entend donc favoriser l'explosion d'un nouveau modèle entrepreneurial, basé sur la proximité.

Cet écosystème qui inclut une collaboration avec les pouvoirs publics, les opérateurs privés, les bailleurs de fonds, les institutions financières de développement, ainsi que les universités technologiques, les incubateurs et autres accélérateurs d'entreprises, pourrait d'ailleurs bouleverser les codes actuels, traditionnels, tant il pourrait contribuer à la croissance économique et à la réduction du chômage dans le pays. Avec un déploiement stratégique à travers les neuf provinces dans une volonté de rendre les services bancaires accessibles à tous, la BCEG devrait participer à l'amélioration de l'inclusion financière en favorisant l'accès, l'utilisation, le coût et la qualité des produits et services sur l'ensemble du territoire gabonais.

Antoine Mboussi

## BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

# Au cœur des enjeux cruciaux de la future présidence

Alors que l'ouverture des candidatures est d'actualité ce mois de septembre, deux têtes d'affiche se distinguent fortement pour le remplacement d'Akinwumi Adesina à la tête de la Banque africaine de développement : celui d'Ousmane Kane, un proche du président mauritanien Ould El-Ghazaouani et Romuald Wadagni, ministre de l'Économie et des Finances du Bénin et proche du président Talon. Le tout dans un contexte où l'Afrique fait face à de multiples enjeux, financiers et de transition

Après huit années passées à la tête de la Banque africaine de développement (BAD), la plus importante institution financière multinationale dédiée à l'Afrique, le Nigérian Akinwumi Adesina se prépare à céder sa place à son successeur dès mai prochain. Alors que l'ouverture des candidatures a été lancée en ce mois de septembre, deux noms confirmés se distinguent fortement : Ousmane Kane, un des anciens vice-présidents de la BAD et proche du président mauritanien Mohamed Ould El-Ghazaouani, et Romuald Wadagni, ministre de l'Économie et des Finances du Bénin et proche du président Talon.

### KANE, UN ANCIEN DE LA MAISON

Originaire de la Mauritanie, Ousmane Kane, est un ancien élève des grandes écoles françaises. Diplômé de la prestigieuse École polytechnique (X) de Paris et de l'École nationale supérieure des mines de Saint-Étienne, sa carrière le conduit à des postes clés au sein d'institutions nationales et internationales, où il démontre sa capacité à mettre en œuvre des politiques économiques efficaces. Pendant près de 15 ans au sein de la BAD, il gravit petit à petit les échelons : expert chargé de la structuration et du financement de projets industriels ; chef de l'Unité chargée des politiques et procédures de passation des marchés ; directeur des Ressources humaines ; directeur de la planification stratégique et enfin vice-président chargé des Services institutionnels de la BAD.

De retour en Mauritanie, il occupe d'importantes fonctions, notamment, celles de Chargé de mission auprès du chef de l'État ; de directeur général de la Société nationale des industries minières (15% à 20% du PIB mauritanien) ; puis, de gouverneur de la Banque centrale et de ministre des Finances, et enfin de ministre de l'Économie. « L'Afrique possède des ressources considérables, tant humaines

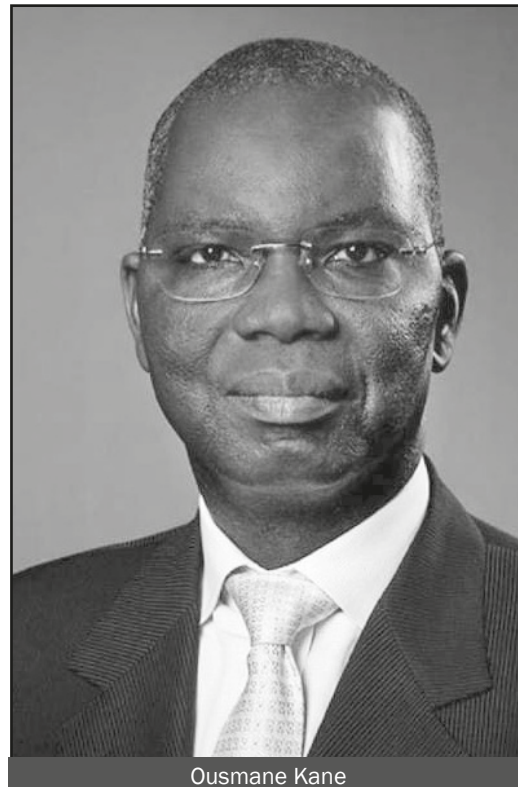
que naturelles. L'objectif devrait être de mobiliser ces ressources pour construire un avenir meilleur pour tous les Africains », explique Ousmane Kane, prônant une approche inclusive et durable du développement sur le continent.

### WADAGNI, L'HOMME DU CHANGEMENT DE PARADIGMES

Romuald Wadagni, ministre de l'Économie et des finances du Bénin est un habitué des morasses budgétaires et maîtrise les marchés internationaux. Son Baccalauréat en poche, il intègre à partir de 1995 l'École supérieure des affaires de Grenoble (ESA) où il obtient un master en finances en terminant major de sa promotion. Au cours de ses études à Grenoble, il rencontre un associé du cabinet Deloitte qui le recrute dans le cabinet de conseil (Lyon) en 1998. « Il peut être dur avec ses équipes en raison de son exigence, mais il reste juste », témoigne un ancien manager chez Deloitte.

En 2012, Wadagni est promu associé du cabinet, avant de fonder les bureaux de Deloitte à Kinshasa et à Lubumbashi. En novembre 2015, il est nommé responsable Audit Afrique francophone. La même année, il s'inscrit une seconde fois à Harvard et obtient un MBA.

Après 17 ans d'expertise au sein de firmes française (Paris et Lyon), américaine (Boston et New York) et africaine (Lubumbashi) de Deloitte, Wadagni est nommé en 2016, ministre de l'Économie et des Finances dans le premier gouvernement du président Talon. En octobre 2018, il réalise pour le Bénin un emprunt de 260 millions d'euros sur les marchés internationaux. Une première pour le pays. En juillet 2021, le Bénin réalise une opération majeure en devenant le premier pays africain à réaliser un eurobond dédié au financement de projets à fort impact sur l'atteinte des Objectifs



Ousmane Kane



Romuald Wadagni

de développement durable des Nations unies, pour un montant de 328 milliards de francs CFA (500 millions d'euros) et un taux de 4,9 %. Cette opération fait suite à plusieurs mois de travail de Romuald Wadagni et son équipe, et de voyages à la rencontre des investisseurs en Asie, en Europe et en Amérique. Sur la question de la dette extérieure publique, cheval de bataille de plusieurs ministres et présidents africains, Wadagni reste un partisan de la mobilisation de liquidité nouvelle en lieu et place des annulations ou des moratoires de dette. Ce changement de paradigmes dans les stratégies d'annulation ou d'allègement de la dette des États du continent évitera à ces derniers le cercle vicieux de l'endettement.

### ENJEUX CRUCIAUX

Cette élection prévue en mai 2025 revêt

une importance capitale pour la BAD, l'Afrique étant confrontée à une dette amplifiée par la crise de Covid avoisinant les 640 milliards de dollars, à laquelle s'ajoutent les problématiques liées au changement climatique qui impactent les économies dépendantes de l'agriculture et accentuent l'insécurité alimentaire. Autres enjeux majeurs pour le continent, l'éducation, mais également l'emploi, à travers des investissements massifs pour y intégrer des ressources humaines locales compétitives.

La BAD compte actuellement 81 pays membres dont 54 pays africains. Elle est soutenue par 27 pays européens, sud et nord-américains et asiatiques. Depuis sa fondation en 1967, elle a financé quelque 2 900 opérations pour un total de 47,5 milliards de dollars.

André Noir

## INITIATIVE

# Le Cameroun et le FMI renforcent la stratégie de financement des risques de catastrophes

Le 2 septembre 2024, Gilbert Didier Edoa, secrétaire général du ministère des Finances, a présidé une importante réunion d'ouverture marquant le début de la mission du Fonds Monétaire International (FMI) au Cameroun. Cette mission, qui se déroule dans la salle de conférence du Secrétariat Général, s'étendra jusqu'au 13 septembre 2024.



Une mission du Fonds Monétaire International (FMI) au Cameroun

L'objectif principal de cette mission est de présenter un plan de travail visant à aider le Cameroun à mieux gérer les risques liés aux catastrophes, grâce à des financements adaptés et à l'intégration de l'approche du

Plan National pour le Climat. Pour se faire, il a été assigné au ministère des Finances d'élaborer et adopter la stratégie de financement des risques de catastrophes qui permettra au pays de faire face à ces perturbations.

Cette mission arrive alors que le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé le 03 juillet 2024 les sixièmes revues des accords au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC) en faveur du Cameroun.

L'achèvement des revues des accords au titre de la FEC et du MEDC ouvre la voie à un décaissement immédiat de 55,2 millions de DTS (environ 72,7 millions de dollars, soit près de 45 milliards FCFA), ce qui porte le total des décaissements au titre des accords à 483 millions de DTS (644,6 millions de dollars).

Autant dire que le Cameroun sera désormais mieux paré pour faire preuve de proactivité dans le domaine de la protection civile. Signalons que ces dernières années, le Cameroun

a su faire face, grâce à des moyens de bord, à de nombreuses situations de catastrophe naturelle, notamment des inondations et les éboulements de terrain dans l'Extrême-nord, des inondations dans le Littoral, des éboulements de terrains dans la région de l'Ouest.

Des catastrophes naturelles, auxquelles il faut ajouter la gestion des flux importants de réfugiés de la guerre contre Boko Haram dans la région de l'Extrême-nord, et de la crise centrafricaine à l'Est, de même que les déplacements internes de la crise anglophone. Tout à l'actif du ministère de l'Administration territoriale, en charge de la protection civile au Cameroun.

Omer Kamga

## ENTREPRISE

## BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN

## Éric Valéry Zoa reconduit au poste de Directeur Général pour trois ans

Le mandat du Camerounais Éric Valéry Zoa à la tête de Banque Atlantique Cameroun (BACM) a été renouvelé pour 3 années supplémentaires, selon une annonce légale consultée dans Cameroon Tribune, le quotidien gouvernemental. La décision prise par le conseil d'administration de la banque concerne également le directeur général adjoint Sayouba Ouedrago. Elle a pris effet le 06 avril 2024.



Eric Valéry Zoa, Directeur général de Banque Atlantique Cameroun

Directeur général de la Banque Atlantique Cameroun depuis 2020, le banquier camerounais a été reconduit à la tête de l'institution pour un mandat de trois ans. L'information est tombée lundi 9 septembre dernier à travers une annonce légale publiée dans Cameroon Tribune : Éric Valéry Zoa, actuel directeur général de la Banque Atlantique Cameroun, a été reconduit pour un nouveau mandat de trois ans. À 53 ans, il continuera de diriger cette institution bancaire, quatre ans après avoir pris la tête de l'établissement en 2020.

Nommé à la direction générale de la Banque Atlantique Cameroun le 31 mars 2020, Éric Valéry Zoa est un fin connaisseur de l'établissement. Il y a intégré ses rangs en 2001, après avoir obtenu une Maîtrise en Sciences de Technique de Gestion, option Finance, en 1996. Fort de 23 ans d'expérience au sein de la banque, il a gravi les échelons progressivement jusqu'à atteindre la fonction de directeur général adjoint en avril 2014. Il occupait ce poste jusqu'à sa promotion à la direction générale, où il succède à l'Ivoirien Olivier William Bene Sammarie.

Durant son mandat, Éric Valéry Zoa a piloté plusieurs projets visant à consolider la place de la Banque Atlantique Cameroun sur le marché bancaire camerounais, renforçant sa compétitivité et son rôle dans le développement économique du pays. Sa reconduction pour trois ans témoigne de la confiance que lui accorde le Conseil d'administration pour poursuivre les réformes et initiatives stratégiques entamées sous sa direction.

En mai 2024, la filiale du groupe Atlantic Financial Group (AFG) a annoncé l'augmentation de son capital de 23,98 milliards à 28,8 milliards de FCFA, soit une hausse de 5 milliards de FCFA. Très active sur le marché des dépôts, elle a enregistré un encours de 723,6 milliards de FCFA au 31 décembre 2023. L'encours de crédits a également connu une forte progression, passant de 322 milliards en 2022 à 433 milliards en 2023.

Elise Nguélé

## RAFFINERIE DANGOTE

## 17,6 millions de barils de brut annoncés pour le démarrage

La raffinerie Dangote, située à la périphérie de Lagos, s'apprête à bouleverser le paysage énergétique du Nigeria avec le démarrage imminent de sa production d'essence, prévue pour la mi-septembre. Il y a quelques jours, les dirigeants de la raffinerie Dangote ont annoncé le lancement de la production d'essence dont les premiers volumes seront bientôt disponibles sur le marché.



La méga raffinerie Dangote dispose d'une capacité de traitement de 650 000 barils par jour

Avec une capacité de traitement de 650 000 barils par jour, cet immense complexe industriel, construit par Aliko Dangote, l'homme le plus riche d'Afrique, se positionne comme un acteur clé dans la stratégie énergétique du pays.

Le projet de 20 milliards de dollars, qui a connu de nombreux défis depuis son lancement, atteint désormais une étape cruciale. Après des tests préliminaires, la raffinerie est prête à passer à une production à pleine capacité. Cette avancée représente une opportunité pour le Nigeria de réduire sa dépendance aux importations de produits pétroliers raffinés, tout en valorisant ses ressources locales.

D'après les données recueillies, la raffinerie devrait importer plus de 80 % de son pétrole brut des gisements nigériens au troisième trimestre de 2024, contre moins de 75 % au trimestre précédent. Cette évolution fait suite à une décision stratégique du gouvernement nigérian, qui, à partir du 1er octobre 2024, commencera à vendre du brut en nairas à la raffinerie, une initiative visant à stabiliser le taux de change et à soutenir l'économie nationale.

Malgré les controverses et les défis environnementaux soulevés par les groupes de défense, la raffinerie Dangote semble déterminée à devenir un pilier du secteur pétrolier en Afrique de l'Ouest. Ce projet pourrait non seulement transformer le Nigeria en un exportateur majeur de produits raffinés, mais aussi contribuer de manière significative à l'économie nationale en créant des emplois et en augmentant les recettes fiscales.

Si la production d'essence commence comme prévu en septembre, le Nigeria pourrait enfin tirer pleinement parti de ses immenses

réserves pétrolières.

« Rien que ce mois-ci, nous livrerons 6,3 millions de barils de pétrole brut à la raffinerie Dangote en sept cargaisons et en octobre, nous en livrerons encore 11,3 millions de barils », a déclaré Adedapo Segun, le vice-président de la société lors d'une interview.

La société publique du pétrole (NNPC Ltd) a récemment annoncé qu'elle devrait livrer ce mois-ci, et le mois prochain, une quantité de 17,6 millions de barils de brut à la raffinerie pétrolière de Dangote. Le responsable a expliqué qu'à travers ces livraisons, l'entreprise d'État œuvre à atténuer les pénuries d'essence dans le pays. Ces dernières se sont en effet aggravées depuis la suspension l'année dernière de la subvention des carburants.

Ce développement intervient dans le contexte d'un changement envisagé dans la source du brut livré à l'infrastructure d'une capacité 650 000 b/j, et consistant en l'achat local de ce combustible plutôt qu'à l'étranger comme c'est le cas depuis le démarrage des activités. Notons que la raffinerie Dangote livre du diesel et du carburéacteur depuis plusieurs mois et fournira de l'essence dans les jours à venir. Avec sa production attendue de 250 000 barils/j d'essence au second semestre 2025, l'installation devrait se positionner comme un acteur majeur du segment aval ouest-africain. Selon une étude publiée en juin par l'agence de recherche Hawilti, l'infrastructure, comme plusieurs autres en cours de développement, devrait contribuer à l'amélioration de la capacité de raffinage du continent qui pourrait « atteindre le seuil des 2 millions de b/j d'ici à 2025 ».

Rémy Ngassana

## PORT DE KRIBI

## Le chinois CHEC choisi pour la construction du terminal minéralier

La construction d'un terminal minéralier au Port autonome de Kribi permettra à l'infrastructure de réaliser sa vocation de plateforme sous-régionale d'exportation de ressources minières.

Les chantiers se poursuivent au Port autonome de Kribi. À Pékin, en Chine, lors du 9ème sommet de la coopération sino-africaine qui a débuté le 4 septembre et s'est refermé le 6 septembre dernier, le Directeur Général de cette plateforme portuaire, Patrice Melom, a signé un accord stratégique avec le Président Directeur Général de la China Harbour Engineering Corporation (CHEC). À travers cet accord, les deux parties se sont engagées à collaborer étroitement sur plusieurs projets, dont la construction du futur terminal minéralier, une installation clé pour positionner Kribi comme un hub logistique majeur en Afrique centrale.

Les termes de cet accord précisent que China Harbour Engineering Corporation s'engage non seulement à réaliser l'étude de faisabilité du projet, mais également à fournir une assistance technique pour la mobilisation des financements nécessaires auprès des autorités chinoises. En outre, l'entreprise chinoise jouera un rôle central dans la promotion du Port de Kribi auprès des milieux d'affaires en Chine.

Le port de Kribi s'achemine ainsi vers la réalisation de ce projet annoncé depuis 2020. La Direction générale projette d'ores et déjà la construction de ce terminal d'ici l'année prochaine. « Dès 2025, le Port autonome de Kribi envisage de construire un terminal minéralier d'une capacité de 125 millions de tonnes par an, qui va accueillir le fer de Mbalam, de la Lobe, de Grand Zambé par Bipindi et d'autres sites d'exploitations minières à proximité du port (...). Le projet a déjà été adopté par le gouvernement comme étant un projet pilote dans l'implémentation des premières zones économiques du pays », précisait le DG le 20 février dernier lors du Forum «Business Week» tenu à Yaoundé. Il révélait d'ailleurs à cette occasion que « le port de Kribi sera assisté dans ce chantier par un consortium de sociétés telles qu'Africa Global Logistics (AGL), le Port de Tanger, et bien d'autres entités de renommée mondiale ».

Pour ce qui est du mode de financement, l'autorité portuaire a opté pour « un schéma en Build-Operate-Transfer (BOT) [qui inclut] le financement, la construction et l'exploitation du

terminal par des partenaires privés avant sa rétrocession à la partie publique », selon un bulletin interne du 16 juillet dernier du Port autonome de Kribi (PAK).

L'enjeu pour le pays de disposer d'une telle infrastructure réside dans le fait qu'elle permettra la mise en valeur des nombreuses ressources minières dont regorge le pays et la sous-région Cemac. D'autant plus qu'avec le lancement du fer de Mbalam, de la Lobe, de Grand Zambé par Bipindi, le Cameroun vise désormais le statut de pays producteur avec les premières exportations de minerais de fer.

Dans sa globalité, les travaux s'étendront sur plus de 400 hectares de superficie et environ 500 hectares dans le domaine maritime. Ils comprennent un poste d'amarrage principal et une plate-forme de chargement pour l'amarrage et le chargement



Une vue du Port de Kribi

de vraquiers de la taille Panamax, d'une capacité moyenne de 170 000 tonnes DWT (deadweight tonnage), jusqu'à Capesize, d'une capacité moyenne de 1 000 000 tonnes DWT, etc. Rappelons que CHEC n'en est pas à sa première expérience au port de Kribi ; elle a déjà accompagné l'entreprise publique dans la construction de la deuxième phase du port.

Omer Kamga

## TRANSFERT DES FONDS À LA CDEC

# La Beac engage des consultations avec les banques locales

La médiation engagée par la Beac en vue de mettre en place un cadre apaisé pour le transfert à la Cdec des avoirs en déshérence et autres fonds similaires détenus par les établissements de crédit du Cameroun suit son cours. Après la Cdec, Yvon Sana Bangui a récemment tenu des séances de travail avec les acteurs clé du système bancaire camerounais.



La BEAC à Yaoundé

La Banque des États de l'Afrique centrale (Beac) poursuit sa médiation visant à mettre en place un cadre apaisé pour le transfert à la Cdec des avoirs en déshérence et autres fonds similaires détenus par les établissements de crédit du Cameroun. Après une première réunion, le 7 août dernier, avec le Directeur général de la Caisse de dépôts et consignation du Cameroun (Cdec), le gouverneur de la Banque centrale a tenu les 21 et 22 août, une séance de travail avec des acteurs clés du secteur financier camerounais. Il s'agissait de l'Association professionnelle des établissements de crédit du Cameroun (Apeccam); les associations de consommateurs de produits et services financiers, ainsi que les dirigeants des établissements de crédit du pays.

Au cours des échanges, Yvon Sana Bangui a souligné « l'importance d'un dialogue constructif et transparent pour mettre en place un cadre réglementaire clair et sécurisé, garantissant la transparence, la traçabilité et la protection des intérêts des clients tout en préservant la stabilité du système financier », peut-on lire dans le communiqué publié à cet effet.

L'intervention de la Beac vient apaiser les tensions d'un bras de fer qui se dessinait avec d'un côté les banques et la Cobac et, de l'autre, la Cdec, au sujet du transfert des fonds dévolus à cet établissement public camerounais. Engagé dans un processus de recouvrement

des avoirs qui lui sont dévolus, la Cdec avait vu sa démarche être interrompue par la Cobac en juillet dernier, qui intimait alors aux banques de suspendre les transferts de ces fonds et valeurs qui n'ont pas été réclamés par leurs titulaires pendant une période prolongée. « À ce jour, il n'existe pas dans la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (Cemac) un cadre réglementaire régissant les points sus évoqués, hormis des règles relatives au traitement comptable de ces avoirs », pointait le Secrétaire général de l'institution communautaire.

En réaction, Richard Evina Obam, la tête de la Cdec indiquait que la Cobac n'avait pas compétence pour « s'immiscer dans un domaine souverain de l'État » estimant que « l'absence de réglementation communautaire dans ce domaine purement souverain reflète la volonté des États de conserver la compétence sur ces matières et de ne pas la transférer à la Communauté ». Le dirigeant a ensuite accusé le « lobby bancaire » d'avoir influencé la Cobac et a instruit les établissements de transférer les ressources sollicitées, faute de quoi il procéderait à un recouvrement forcé. Une position soutenue par la présidence de la République du Cameroun.

« La Beac, en tant que régulateur, réaffirme son engagement à accompagner la Cdec dans sa nouvelle mission et à favoriser une collaboration étroite entre tous les acteurs concernés. Un groupe de travail sera constitué afin d'élaborer une solution consensuelle qui permettra une mise en œuvre efficace des transferts », indique Yvon Sana Bangui dans son communiqué.

Précisons que la Cdec est un organisme public chargé de collecter, sécuriser et rentabiliser les ressources publiques et privées conformément aux lois et règlements en vigueur. Elle peut également gérer, sous mandat, les services spécifiques qui lui sont confiés par l'État ou ses démembrements. Aussi, la CDEC peut concourir au financement du développement du pays, par l'intermédiaire des structures spécialisées, selon les priorités définies par le gouvernement. À date, ce sont au moins 27 milliards de Fcfa qui ont été transférés par plusieurs institutions, dont Société Générale, Bicec, Standard Chartered Bank, SCB, le Crédit foncier du Cameroun, et même la Beac Cameroun, s'arrimant ainsi au délai du 31 mai 2024 édicté par le gouvernement.

André Noir

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

# Les discussions sur la cession de la filiale Cameroun en arrêt

Ce n'est pas la première fois qu'un Etat africain intervient dans la cession des parts de la banque, après des cas similaires au Congo et au Bénin.



En arrêt temporaire de négociation

Société Générale a mis en pause la vente de sa filiale camerounaise, où elle détient 60% des parts, selon Africa Intelligence qui cite des médias locaux. Le gouvernement camerounais aurait demandé plus de temps pour se prononcer sur l'opération et chercherait un partenaire pour la mener à bien, toujours selon la même source. L'information a été confirmée par des sources qui en savent plus sur l'évolution des négociations, mais qui ont requis l'anonymat en raison de la sensibilité des discussions.

Le groupe français ne l'a pas encore confirmé. Ce ne sera pas la première fois qu'un gouvernement intervient dans la cession d'une filiale de Société Générale en Afrique. En République du Congo, l'Etat s'est opposé à la reprise par Vista Group, basé au Burkina Faso, et a préféré le groupe bancaire gabonais BGFI Holding. Plus récemment au Bénin, l'Etat est également intervenu pour reprendre la filiale locale mise en vente.

Des indiscretions sur le processus de cession révèlent que plusieurs repreneurs sont déjà

en lice, dont au moins un groupe basé au Nigeria. En excluant Access Holding et UBA, déjà présents au Cameroun, des candidats potentiels comme Guaranty Trust Holding se démarquent. Ce groupe est en train de mobiliser l'équivalent de 246 millions de dollars, avec l'objectif de financer sa croissance en Afrique. Zenith Bank, la plus grande banque nigériane en termes de capitalisation boursière, est également un prétendant possible.

L'implication du gouvernement camerounais dans ce processus reflète l'importance de Société Générale Cameroun dans le secteur financier du pays. En 2023, la filiale affichait des dépôts de 1179 milliards FCFA (1,98 milliard de dollars), soit 15,3% du total national, la plaçant en tête des institutions financières du pays. Elle détient également la plus grande part des dépôts des administrations privées.

Christian Trésor Adong

## NOMINATION

# Emilio Moyo Avoro, nommé Directeur Général du groupe Bange Bank

Le Conseil d'administration du groupe bancaire équato-guinéen Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (Bange) a annoncé le 31 août dernier la nomination d'Emilio Moyo Avoro au poste de directeur général du groupe. Précédemment à la tête de la filiale camerounaise, il succède à Manuel Osa Nsue Nsua, désormais en charge du gouvernement équato-guinéen.



Emilio Moyo Avoro, Directeur Général du groupe Bange Bank

Succédant à Manuel Osa Nsue Nsua, promu à des responsabilités gouvernementales en Guinée équatoriale, Moyo Avoro prend les rênes d'un groupe en pleine expansion, avec des ambitions de conquête de nouveaux marchés, notamment en Côte d'Ivoire.

La cérémonie officielle de présentation du nouveau DG du groupe Bange Bank a eu lieu au siège du groupe à Malabo en Guinée Equatoriale, et a été présidé par le président du conseil d'administration de cet établissement financier, Martín Crisanto Ebe Mba.

Emilio Moyo Avoro, expert du secteur bancaire du pays et de la sous-région, ayant récemment été directeur général de BANGE Bank Cameroun, possède 18 ans d'expérience dans la banque et

en sera le directeur général. Et dans son discours, Emilio Moyo Avoro a remercié le Gouvernement équato-guinéen et le Conseil d'administration de la Banque pour la confiance placée en lui.

À un autre moment de son discours, Moyo Avoro s'est adressé aux employés en indiquant : « Je sais que pour arriver là où je suis aujourd'hui, on ne grimpe pas seul, on grimpe parce que les gens vous poussent et ces gens, c'est vous. Nous allons travailler sérieusement, nous allons mettre un accent particulier sur la question de la discipline », a assuré le nouveau directeur général de BANGE Emilio Moyo Avoro.

Pour conclure les interventions, le président du Conseil d'administration, Martín Crisanto Ebe Mba, a fait un bref résumé des progrès et de l'état actuel de la Banque nationale de Guinée équatoriale, précisant qu'actuellement cette entité bancaire compte 25 agences et 8 extensions. Et l'une de ses réalisations est la mise en place de la Banque au Cameroun avec 9 agences.

Ebe Mba a remercié l'ancien directeur général et actuel Premier ministre du gouvernement de Guinée équatoriale, Manuel Osa Nsue Nsua, pour sa contribution à l'amélioration des services de la banque. En outre, il a soutenu que «BANGE est un incubateur de talents, ce n'est pas un hasard si aujourd'hui nous avons un Premier ministre, c'est une école et je sais que chacun d'entre vous qui êtes ici est une puissance pour que nous puissions tout réaliser», a déclaré Ebe Mba, qui a demandé aux salariés de soutenir le nouveau directeur général.

Omer Kamga

## GESTION PUBLIQUE

## MARCHÉ FINANCIER

## La Bvmac sollicite une expertise pour évaluer son système de

Un avis d'appel d'offres est ouvert jusqu'au 18 septembre prochain en vue de sélectionner un auditeur qui devra évaluer la conformité de la plateforme et faire des recommandations.



Siège de la BVMAC à Douala

Dans un appel d'offres publié le 3 septembre 2024, la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (Bvmac), le marché financier de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale), sollicite une mission d'audit externe de son système de cotation. « La Bvmac dispose d'une infrastructure de cotation éditée par Euronext, dénommée NSC V 900, mais qui n'est plus sous maintenance de cet éditeur depuis plusieurs années. La fiabilité et la transparence du système de cotation étant essentielles pour garantir la confiance des investisseurs et la fluidité des transactions boursières, la Bvmac souhaite engager un audit externe pour évaluer les processus, les systèmes et les pratiques des usagers internes de son système de cotation », écrit Louis Banga Ntolo, le directeur général de la bourse sous-régionale de la Cemac. L'audit portera sur les systèmes informatiques et la sécurité, le processus de cotation, la conformité réglementaire, la gestion des risques, la performance et la fiabilité, l'exploitation et la maintenance, ainsi que la séparation des tâches. L'offre est ouverte à un cabinet sous-régional

ou à un consultant individuel, qui pourra se faire assister, le cas échéant, par une expertise complémentaire sous sa responsabilité.

Les soumissionnaires devront justifier des compétences confirmées au niveau national ou international. Ils doivent disposer d'un diplôme d'études supérieures de niveau Bac+5 au moins en informatique, en sécurité informatique, en gestion des systèmes d'information, en audit des systèmes informatiques, et d'une expérience avérée en audit de systèmes boursiers ou financiers. Leurs offres techniques et financières doivent être déposées au plus tard le 18 septembre 2024.

La durée de la mission d'audit, apprend-on, sera proposée par le soumissionnaire et arrêtée définitivement de commun accord avec la direction générale de la Bvmac. Pour le DG du marché financier régional, cet audit est un enjeu majeur pour la crédibilité de la place boursière, qui doit avoir une « plateforme aux normes réglementaires locales ».

André Noir

## RECETTES DOUANIÈRES

## Le secteur des douanes du Littoral I mobilise 54,9 milliards de Fcfa en juillet 2024

Avec ce montant, le premier pourvoyeur de recettes douanières du pays n'a pas réalisé l'objectif qui lui a été assigné pour le mois de juillet 2024.

Au cours du mois de juillet 2024, le secteur des douanes du Littoral I a mobilisé 54,9 milliards de Fcfa de recettes. Situé dans la capitale économique (Douala) qui abrite le Port autonome de Douala et la majorité des grandes entreprises du pays, le premier pourvoyeur de recettes douanières au Cameroun, n'a pas atteint l'objectif de 60 milliards de Fcfa qui lui a été assigné au cours de la période supra indiquée. Il a enregistré un taux d'exécution de 91,38% soit un manque à combler de 5,1 milliards de Fcfa. Ce qui fait dire à la Direction générale des Douanes (DGD) que « rendus à 04 mois de la fin de l'année en cours, le secteur des douanes du Littoral I, n'a toujours pas fait de 100% ».

À la DGI, on attribue cette sous-performance à divers facteurs. Premièrement, la conjoncture internationale qui impacte sur le commerce extérieur. « Les recettes sont dues aux importations. Quand il n'y a pas d'importations, il n'y a pas de recettes », croit savoir une source interne qui évoque également la thèse des dépenses fiscales. « Il y a des marchandises qui arrivent et subissent un dégrèvement notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale (Zlecaf) et des Accords de partenariat économique (APE) », a indiqué notre interlocuteur sans entrer en détails. Toutefois, dans le cadre des APE par exemple, la 8e phase du démantèlement tarifaire (achevée le 8 août 2024) autorisait un abattement de 40% des marchandises du 3e groupe éligibles au régime commercial préférentiel (véhicules pour le transport en commun des personnes, les véhicules de tourisme, les motos, les carburants, le ciment, les céréales, etc.).

## RECOMMANDATIONS

Au-delà des facteurs exogènes, certaines raisons endogènes pourraient clarifier les résultats enregistrés par la plus grosse poche de recettes douanières du pays, ceci au regard des recommandations qui ont été formulées au cours de la 9e réunion mensuelle de coordination de l'exercice 2024 tenue le 6 septembre dernier. En effet, les responsables ont indiqué la nécessité d'appliquer la présence effective



54,9 milliards de Fcfa de recettes collectées au mois de juillet 2024

des agents de douanes à leurs postes, l'assiduité, la discipline, la célérité dans le traitement des dossiers, le renforcement de la collaboration avec les opérateurs économiques et les importateurs.

Malgré ces résultats timides du secteur des douanes du Littoral I, la Direction générale des douanes rassure de sa détermination à mobiliser l'objectif de 1 094,6 milliards de Fcfa escompté à fin décembre 2024. La preuve, explique-t-on, le quatrième trimestre est le plus prolifique en matière de recettes dans la mesure où les importations explosent généralement en contexte des fêtes de fin d'années. Du reste, les prévisions des recettes douanières du Cameroun pour le mois de septembre 2024 sont de l'ordre de 103 milliards de Fcfa. Le secteur Littoral I devrait à lui seul, mobiliser 60,2 milliards de Fcfa soit les 58,4% de l'enveloppe globale attendue contre 42,8 milliards de Fcfa (41,6%) pour le reste des 11 autres secteurs de douanes. A noter qu'au premier trimestre, seuls 215 milliards de Fcfa de recettes douanières ont été collectées sur un objectif de 250 milliards de Fcfa soit un taux de réalisation de 86%.

Omer Kamga

## GAZ DOMESTIQUE

## Le centre emplisseur de gaz de Bamenda réalisé à 85%

Avec une capacité de remplissage de 200 tonnes métriques par jour, cette infrastructure promet de transformer l'accès au gaz domestique pour des milliers de foyers dans cette partie du pays.

À la date du 6 septembre 2024, au moment où des parlementaires camerounais effectuaient une visite du chantier du centre emplisseur de gaz domestique de Bamenda, dans la région du Nord-Ouest du Cameroun, l'infrastructure affichait un taux de réalisation de 85%. Avec un tel niveau d'évolution des travaux et la disponibilité au port de Douala des derniers équipements, Okié Johnson Ndoh, le directeur général de la Caisse de stabilisation de prix des hydrocarbures (CSPH), entreprise publique qui investit 6 milliards de Fcfa pour la construction de ce centre, prévoit sa livraison en cette année 2024, comme annoncé depuis le mois de février.

L'infrastructure qui sort progressivement de terre a pour but de faciliter l'approvisionnement de la ville de Bamenda et ses environs en gaz

domestique. En effet, apprend-on de sources locales, alors que le prix homologué de la bouteille de 12 kg de gaz domestique est de 6 500 Fcfa au Cameroun depuis des années, ce combustible est souvent cédé à 8 500 Fcfa à Bamenda, en raison des coûts du transport du produit depuis le lieu d'approvisionnement de la ville de Bafoussam, dans la région voisine de l'Ouest.

Il n'est d'ailleurs pas rare, apprend-on, que la bouteille de gaz domestique soit cédée à Bamenda au prix de 15 000 Fcfa, pendant les périodes de fortes tensions que charrient la crise socio-politique en cours dans les deux régions anglophones du Cameroun depuis fin 2016.

En plus de la réduction des prix de la bouteille de gaz domestique et de la disponibilité du produit qu'il va induire, le centre emplisseur de Bamenda permettra



6 milliards de Fcfa pour la construction de ce centre

de préserver l'environnement (réduction de l'utilisation du bois de chauffage), en rendant le combustible accessible. Le centre emplisseur de gaz de Bamenda est doté d'une capacité d'enfûtage de 200 tonnes métriques par jour.

Pour faciliter le ravitaillement des ménages au précieux combustible et

aux prix conformes à la réglementation, la Caisse de stabilisation des produits d'hydrocarbure (CSPH) a décidé de construire ce centre emplisseur qui sera bâti au quartier Nkwain à Bamenda sur un espace de 6 ha pour 200 tonnes métriques.

Cédric Boyomo



ÉDUCATION

**26 milliards Fcfa de l'Unesco pour la formation de 28 000 enseignants**

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), institution spécialisée de l'ONU, a promis de mobiliser 44 millions de dollars, soit plus de 26 milliards Fcfa, pour soutenir l'éducation au Cameroun. L'annonce intervient dans un contexte où l'État peine à consacrer les 20% de son budget annuel à la dépense intérieure de l'éducation, relativement aux standards internationaux fixés par l'organisation onusienne.



Le Premier ministre Joseph Dion Ngute, à la célébration de la 58e édition de la journée mondiale de l'alphabétisation

Le 9 septembre dernier à Yaoundé, Audrey Azoulay, la directrice générale de l'Unesco a annoncé un financement de plus de 26 milliards de Fcfa destiné à renforcer les systèmes éducatifs du Cameroun. C'était au cours d'une audience à elle accordée par le Premier ministre Joseph Dion Ngute, en marge des célébrations marquant la 58e édition de la journée mondiale de l'alphabétisation. Ces fonds serviront entre autres à améliorer les infrastructures scolaires, renforcer la formation des enseignants, développer l'enseignement technique et professionnel, etc.

« Le Cameroun a fait de l'éducation une priorité, et il était essentiel pour l'Unesco de lui apporter son soutien. Grâce au Partenariat mondial pour l'éducation, nous mobilisons aujourd'hui un montant de 44,5 millions de dollars pour donner un véritable coup d'accélérateur à l'amélioration du système scolaire du pays », a annoncé Audrey Azoulay, directrice générale de l'Unesco. Concrètement, ce financement permettra au Cameroun de moderniser ses programmes scolaires, « avec une priorité donnée à l'enseignement multilingue ». Il est également prévu de soutenir le recrutement et la formation

de 28 000 enseignants, dont 13 000 directeurs d'école, des formateurs et des responsables pédagogiques. Selon la dirigeante, « notre collaboration avec le Cameroun pour cette journée internationale pose les jalons d'un autre chantier encore plus ambitieux. Je suis très heureuse d'annoncer que l'Unesco a été sélectionnée comme partenaire de mise en œuvre de la réforme éducative du pays avec une contribution de 44,5 millions de dollars (environ 26,4 milliards de Fcfa) financée par le Partenariat mondial pour l'éducation. Nous allons accompagner le renouvellement des contenus curriculaires pour qu'ils soient plus inclusifs et mieux ». Et de souligner que ce programme va permettre à l'institution dont elle a la charge d'intensifier son action pour l'éducation dans le pays avec ses partenaires, notamment le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), qui appuie la formation de plus de 15 000 enseignants et 30 000 directeurs d'école. Le gouvernement camerounais peine encore à atteindre les standards internationaux fixés par l'Unesco en matière de dépenses publiques allouées à l'éducation. Selon les normes de cette institution onusienne, les États membres devraient consacrer au moins 20% de leur budget annuel à l'éducation. Or, d'après

le récent rapport d'analyse de l'annuaire statistique du secteur de l'éducation et de la formation au Cameroun, produit par l'Institut national de la statistique (INS), l'évolution des effectifs est en inadéquation avec le budget alloué au secteur de l'éducation. A titre d'illustration, le statisticien révèle que l'on est passé d'environ 7,078 millions élèves/apprenants/étudiants en 2019 à 8,050 millions en 2022, soit une hausse de 972 000 élèves en l'espace de 4 ans (+13,7%). Pourtant la proportion du budget a plutôt enregistré une tendance baissière au cours de la période sous-revue en dépit de la hausse enregistrée en 2021 après le Covid-19. L'Unesco s'engage par ailleurs à fournir 4 millions de manuels scolaires et de guides pédagogiques, ainsi qu'à aider à la distribution de repas aux enfants issus des familles les plus modestes pour soutenir leur scolarisation.

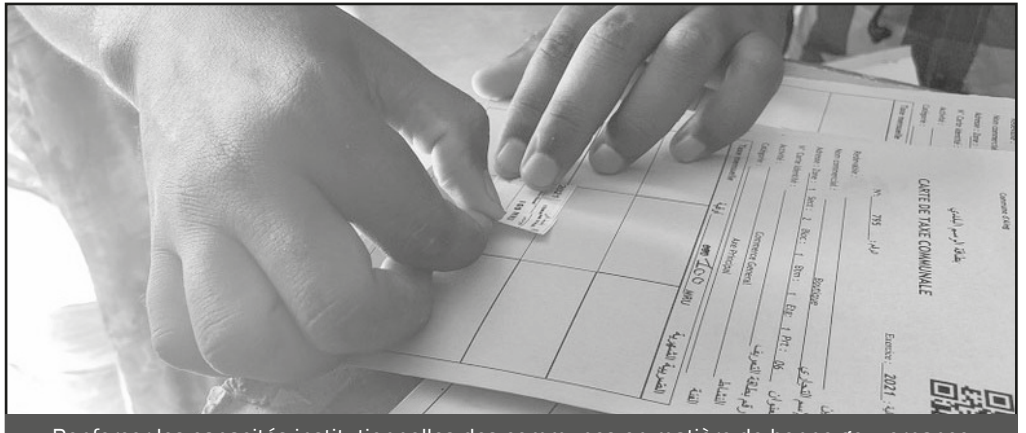
Le Premier ministre, Joseph Dion Ngute, qui a présidé les célébrations de la Journée internationale de l'alphabétisation à Yaoundé, s'est félicité du soutien financier annoncé par l'Unesco.

Elise Nguélé

PROGRAMME

**Plus de 7 milliards de Fcfa de la GIZ pour renforcer la décentralisation et la gouvernance financière**

Il s'agit d'un financement de la coopération allemande (GIZ) dans le cadre du Programme d'appui à la décentralisation et la gouvernance financière (Padgof).



Renforcer les capacités institutionnelles des communes en matière de bonne gouvernance

Au Cameroun, la modernisation des finances publiques est principalement régie par la loi portant régime financier de l'Etat et autres entités, et par le Code de transparence et de bonne gouvernance de 2018. Bien plus, le pays a promulgué en 2019, la loi portant Code général des Collectivités territoriales décentralisées (CTD). Malgré ces réformes, de nombreux défis persistent notamment l'insuffisance des ressources financières au niveau local en vue d'assurer le développement durable des infrastructures et l'offre efficace des services.

septembre 2023, l'on annonce la signature imminente du contrat d'exécution du Padgof entre la GIZ, le ministère de la Décentralisation et du développement local (Mindevel) et le ministère des Finances. Le Padgof s'annonce d'ores et déjà comme un soulagement pour des CTD qui peinent à bénéficier de 15% du budget de l'Etat prévu par le Code des CTD.

Dans sa "Revue sur les finances publiques au Cameroun", la Banque mondiale note que la décentralisation budgétaire au Cameroun est confrontée à des défis importants qui affectent son efficacité et son efficience, notamment le manque de transparence et de redevabilité, l'inégalité d'allocation des ressources, l'insuffisance des capacités administratives et l'ingérence politique. Pour cette institution de Bretton, l'adoption d'une loi sur la fiscalité locale constitue une évolution positive. Toutefois, « son efficacité dépend de la bonne mise en œuvre des réformes de mobilisation de recettes, telles que l'amélioration des pratiques d'administration fiscale et l'élargissement du champ d'application du recouvrement des recettes par les collectivités territoriales », lit-on.

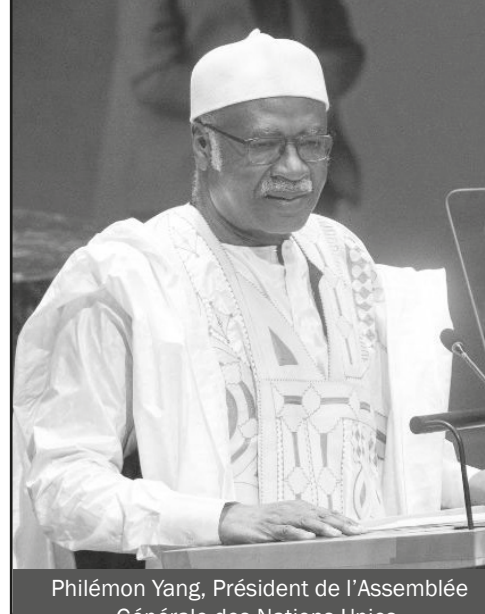
Christian Trésor Adong

C'est pour inverser la tendance que le pays a élaboré en 2023, le Programme d'appui à la décentralisation et la gouvernance financière (Padgof). Selon la Direction générale des Impôts (DGI), ledit projet financé par la coopération allemande (GIZ) va coûter 12,5 millions d'euros soit environ 7,4 milliards de Fcfa. Concrètement, apprend-t-on, il s'agira jusqu'en 2026, de renforcer les capacités institutionnelles des communes en matière de bonne gouvernance ; d'améliorer l'efficacité et la transparence de la gestion des impôts et des dépenses de la Direction générale des Impôts (DGI) et « probablement », l'état civil qui est en cours de maturation. Censé démarrer en

ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

**Le Président Philémon Yang, promet de servir avec «honnêteté»**

Philémon Yang a officiellement pris ses fonctions de président de la 79e session de l'Assemblée générale des Nations unies le 9 septembre à New York. Son prédécesseur, le Trinidadien Dennis Francis, lui a passé le marteau de décision après sa prestation de serment.



Philémon Yang, Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies

« Le serment que j'ai prêté n'est pas une pure forme. Il s'agit d'un vœu solennel de servir avec honnêteté, impartialité avec un attachement inébranlable à la charte des principes des Nations unies », a déclaré l'ancien Premier ministre camerounais en lisant son discours inaugural.

Dans son discours, il a surtout détaillé la vision qu'il compte mettre en œuvre durant son mandat d'un an. « La pierre angulaire de ma présidence repose sur l'unité dans la diversité, avec pour objectif de créer un environnement où chacun pourra se faire entendre », a déclaré Philémon Yang. Il s'engage à promouvoir la paix, la justice et le développement durable, avec une série d'actions concrètes. Philémon Yang souligne son intention de créer les conditions de dialogue pour résoudre les conflits qui persistent. Parmi les régions ciblées, il

mentionne Haïti, déchiré par les gangs, la bande de Gaza, l'Ukraine et la région des Grands Lacs en Afrique.

Philémon Yang a réitéré son engagement pour la défense de la dignité humaine à travers le monde, ainsi que pour la promotion du multilinguisme, cher aux autorités camerounaises, et de l'égalité entre les sexes. Il a également l'intention d'encourager les États à augmenter le nombre de femmes dans leurs délégations. Le nouveau président de l'Assemblée générale de l'ONU a également pointé du doigt le terrorisme mondial, le trafic de drogue et l'esclavage. Ces fléaux seront au centre des délibérations de cette 79e session, comme l'a promis Philémon Yang, qui ne cache pas son ambition de contribuer à l'édification d'un monde meilleur. « L'Assemblée générale, qui compte 193 États membres, est notre outil le plus puissant pour concrétiser cette promesse », a déclaré le diplomate camerounais. Il a ajouté que « l'Assemblée générale peut répondre aux espoirs d'un avenir meilleur ».

Le compte à rebours est donc lancé pour le Camerounais. En plus de poser les bases d'un avenir meilleur, il a la responsabilité de mener à bien les grands rendez-vous pris par les Nations unies, tels que l'organisation du Sommet social en 2025 et la quatrième conférence de haut niveau sur les maladies transmissibles. En outre, Philémon Yang hérite de dossiers brûlants qui préoccupent actuellement les États membres. Au sommet de cette liste figure la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, qui tarde à obtenir un consensus.

André Noir

## INSTITUTION

## BEAC

## Les banques de la Cemac font face à un grand besoin de liquidité pour financer l'économie

Après avoir revu à la hausse son offre de liquidité face à la boulimie des banques commerciales, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), l'institut d'émission des six pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA), a procédé le 3 septembre 2024 à une nouvelle opération d'injection de liquidité d'un montant de 250 milliards de FCFA dans le circuit bancaire de la Cemac. Selon les résultats de cette opération publiés le 5 septembre 2024, toute l'enveloppe a été captée par les établissements de crédit, laissant d'ailleurs certaines d'entre elles sur leur faim.



Les banques commerciales sont limitées par l'enveloppe disponible

En effet, révèle le communiqué de la BEAC relatif à cette opération, sept banques ont exprimé un besoin global de liquidité de 423 milliards de FCFA, correspondant à un taux de souscription à l'opération de près de 170%. Mais, limitée par l'enveloppe disponible, la BEAC n'a pu leur servir que 250 milliards de FCFA, à un taux d'intérêt moyen de 6,75%. Cette opération de refinancement des banques, survenue au lendemain de l'échec, le 2 septembre, d'une tentative de la BEAC de ponctionner 50 milliards de FCFA dans les coffres des banques, à travers une émission de bons, est la preuve que les banques de la Cemac font face à un

grand besoin de liquidité pour financer l'économie.

C'est ce qui semble d'ailleurs justifier la reprise, en juin 2024, des opérations d'injection de liquidité dans les banques, un peu plus d'un an après leur suspension. Dans le cadre d'une politique monétaire austère, qui consistait plutôt à restreindre les marges de refinancement des banques commerciales auprès de la banque centrale, la suspension des injections de liquidité dans les banques a même été accompagnée par une intensification des opérations d'assèchement de la liquidité bancaire. Notamment à travers l'augmentation des volumes de liquidité à ponctionner dans

les banques, le lancement des bons de la BEAC pour inciter les établissements de crédit à céder une partie de leur liquidité, ou encore le relèvement progressif des taux directeurs pour renchérir le refinancement des banques auprès de la BEAC.

Les responsables de la BEAC justifient ce durcissement de la politique monétaire dans la Cemac par l'envie de lutter contre la proportion de 20% de l'inflation qui serait d'origine monétaire. En effet, de l'avis de la banque centrale, plus les banques disposent de liquidités pour prêter aux agents économiques, plus cela crée de l'inflation. Ceci dans la mesure où la plupart des produits utilisés dans la Cemac sont importés, dans un contexte de renchérissement des coûts des matières premières et du transport à l'international, depuis la fin du Covid-19 et le déclenchement du conflit russo-ukrainien en février 2022.

L'on peut cependant observer que malgré ce durcissement de la politique monétaire visant à réduire l'accès au financement bancaire, le volume de crédits décaissés par les établissements de crédit de la Cemac n'a pas cessé de progresser. « Les crédits bruts à la clientèle sont ressortis à 11 742 milliards, en hausse de 10,5 % par rapport à décembre 2022 », indique la BEAC dans son rapport d'activités 2023. En effet, révèlent les données officielles

sur le crédit, face au durcissement par la BEAC des conditions de refinancement des banques commerciales à son guichet, les établissements de crédit se sont rabattus sur le marché interbancaire, pour se prêter de l'argent entre elles, afin de pouvoir poursuivre le financement des agents économiques.

En revanche, depuis plusieurs mois, l'on note une diminution des tensions inflationnistes sur les marchés, ce qui a amené la BEAC à desserrer l'étau autour des banques, en relançant notamment, dès juin 2024, ses opérations d'injection de liquidité dans le circuit bancaire de la Cemac. L'on peut même observer qu'au fil des mois, l'enveloppe mise à la disposition des banques quasi-hebdomadairement est passée de seulement 50 milliards de FCFA à 250 milliards de FCFA. Ce qui témoigne d'un besoin de liquidité dans les banques. À l'analyse, la satisfaction de ce besoin de financement de l'économie devrait permettre à la zone Cemac de réaliser le taux de croissance de 3,6 % projeté en 2024. Cette projection correspond au niveau le plus élevé de cet indicateur depuis 10 ans, précise le gouverneur de la BEAC, le Centrafricain, Yvon Sana Bangui.

André Noir

## RAPPORT 2024 SUR LE COMMERCE

### “Le Commerce Mondial est un catalyseur pour l'inclusion économique” - Ngozi Okonjo-Iweala (DG OMC)

Après avoir revu à la hausse son offre de liquidité face à la boulimie des banques commerciales, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), l'institut d'émission des six pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA), a procédé le 3 septembre 2024 à une nouvelle opération d'injection de liquidité d'un montant de 250 milliards de FCFA dans le circuit bancaire de la Cemac. Selon les résultats de cette opération publiés le 5 septembre 2024, toute l'enveloppe a été captée par les établissements de crédit, laissant d'ailleurs certaines d'entre elles sur leur faim.

Le commerce international s'est avéré être un puissant moteur d'inclusivité, comme le révèle le Rapport 2024 sur le Commerce Mondial publié par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). En examinant les tendances des trois dernières décennies, ce rapport met en lumière l'impact profond du commerce sur la réduction des disparités de revenus et la lutte contre la pauvreté dans les économies à faible et moyen revenu.

Selon Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice générale de l'OMC, ce rapport réaffirme le rôle essentiel du commerce dans la réduction des inégalités mondiales. « Le principal message à retenir du rapport est peut-être qu'il réaffirme le rôle transformateur du commerce dans la réduction de la pauvreté et la création d'une prospérité partagée », déclare-t-elle. Ce constat va à l'encontre de l'idée répandue selon laquelle la mondialisation aurait exacerbé les inégalités.

Le rapport souligne que, depuis la création de l'OMC il y a 30 ans, les économies à faible revenu ont vu leurs revenus par habitant tripler en moyenne, avec un taux de croissance significatif par rapport aux économies à revenu élevé. Ce phénomène de convergence économique est en grande partie dû à la réduction

des coûts commerciaux, facilitée par les accords internationaux et les réformes institutionnelles menées sous l'égide de l'OMC. Les échanges entre les membres de l'organisation ont ainsi augmenté de 140 % en moyenne, avec un effet bénéfique sur la réduction de la pauvreté. Cependant, le rapport n'occulte pas les défis restants. Si de nombreuses économies ont profité de cette dynamique commerciale, certaines régions, notamment en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient, continuent d'être distancées. La faible participation au commerce, la dépendance excessive aux exportations de matières premières, et des infrastructures commerciales inadaptées sont identifiées comme les principaux obstacles à une croissance inclusive dans ces zones.

L'économiste en chef de l'OMC, Ralph Ossa, souligne à cet égard que « moins d'échanges ne favorisera pas l'inclusion, et le commerce ne pourra pas non plus promouvoir l'inclusion à lui seul. Une véritable inclusion nécessite une stratégie globale — c'est-à-dire intégrant l'ouverture commerciale et des politiques nationales de soutien ainsi qu'une coopération internationale forte. »



6 milliards de Fcfa pour la construction de ce centre

Le rapport appelle donc à une stratégie globale pour maximiser les bénéfices du commerce international. Cette stratégie passe par des politiques nationales de soutien, telles que la formation professionnelle, l'éducation, ainsi que des réformes pour rendre le marché du travail plus flexible et inclusif. De plus, il met en avant l'importance d'adapter les règles commerciales aux nouveaux défis posés par la transformation numérique et l'économie verte, deux secteurs où le commerce mondial connaît une expansion

rapide.

Le commerce numérique en particulier est vu comme une opportunité clé pour les économies les moins intégrées, ainsi que pour les petites et moyennes entreprises et les femmes. L'adoption de politiques favorisant une meilleure connectivité numérique et des infrastructures adaptées permettra d'accroître l'inclusivité dans le commerce mondial, selon le rapport.

Placide Onguéné

## CELEBRATION

# En 60 ans, la BAD s'est imposée comme un outil de développement incontournable pour l'Afrique

*Il y a 60 ans, le 10 septembre 1964, 23 pays nouvellement indépendants d'Afrique fondaient la Banque africaine de développement. Aujourd'hui, la BAD compte 81 pays membres, dont 27 États non africains. Encore dirigée pour quelques mois par le Nigérian Akinwumi Adesina, l'institution financière panafricaine est devenue un outil de financement solide et respecté, incontournable pour le développement du continent.*

L'idée d'une banque de développement panafricaine pour sortir le continent de la pauvreté aurait germé en 1958, dans un village du nord-est du Liberia, au cours d'une réunion entre trois fortes personnalités des indépendances africaines : William Tubman, Kwame Nkrumah et Ahmed Sékou Touré, les premiers présidents du Liberia, du Ghana et de la Guinée. Le projet est lancé, en même temps que celui d'une Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1961, lors de la conférence de Monrovia. Transmis à la commission économique des Nations unies pour l'Afrique, il est confié à un groupe d'experts financiers et d'économistes de différentes régions du continent, le Comité des neuf, présidé par un jeune diplômé libérien. Romeo Horton va s'atteler à consulter les chefs d'État africains, d'Habib Bourguiba, à Haïlé Selassié ou Hassan II.

L'accord constitutif de la Banque africaine de développement (BAD) est signé le 4 septembre 1963 par les représentants de 23 États africains. Il entre en vigueur le 10 septembre 1964, date de naissance officielle de la BAD, qui s'installe alors à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

## LES PREMIERS PAS : PRIORITÉ AUX GRANDES INFRASTRUCTURES

Sous la présidence du Soudanais Mamoun Beheiry (1967-1970), la BAD accorde ses premiers prêts à la Sierra Leone pour constituer sa National Development Bank et au Kenya pour la construction d'une route. Le ton est donné : la Banque africaine de développement accordera dans un premier temps des prêts pour les grandes infrastructures : routes, ponts, barrages.

Mais les difficultés financières surgissent après le double choc pétrolier, il faut trouver de nouvelles ressources. L'idée de faire entrer au capital des États non africains ne fait pas tout de suite l'unanimité, provoquant même la démission du Ghanéen Kwame Donkor Fordwor (1976-1979), mais elle est mise en œuvre en 1982 par son successeur, le Zambien Wila Mung'Omba (1980-1985), ce qui rassure les marchés financiers. La BAD se voit attribuer son premier Double-A par les agences de notation internationales.

## CRISE DE LA DETTE

Dans la deuxième moitié des années 1980, la BAD parvient à tripler son capital. Elle commence à prêter au secteur privé. Mais elle est rattrapée par la crise de la dette en Afrique : les impayés de pays non solvables s'accumulent. Le président de l'époque, le Sénégalais Babacar Ndiaye (1985-1995), met en cause la corruption des gouvernements africains, de son côté un rapport pointe la mauvaise qualité des projets. Pour redonner de la crédibilité à la BAD, le Marocain Omar Kabbaj (1995-2005) recrute des professionnels, mais doit tailler dans les effectifs et dans le nombre de projets financés. Il relève aussi les droits de vote des pays non régionaux jusqu'à leur offrir une minorité de blocage (40 %). Parallèlement, il doit aussi gérer, en pleine guerre civile ivoirienne, le déménagement de la BAD à Tunis.

## LE CHANTIER DE L'INTÉGRATION AFRICAINE

Seize projets d'infrastructures de la BAD doivent permettre l'intégration continentale. Et la banque panafricaine



s'est beaucoup investie dans le programme phare, la zone de libre-échange africaine continentale (Zlecaf). « Vous avez encore très peu de corridors ferroviaires, à la fois plus décarbonés et moins chers, très peu d'installations de stockage », souligne l'économiste béninois. « Le marché unique africain demande des investissements d'infrastructures, de logistique évidemment, et des moyens de paiement beaucoup plus modernes. »

« Il faut l'harmonisation des douanes, des systèmes tarifaires communs », renchérit Carlos Lopes, « des politiques pour les chaînes de valeur les plus importantes, qui permettent d'intégrer différents pays dans la même production. »

## UNE QUÊTE INLASSABLE DE RESSOURCES FACE AUX DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT ET DU CLIMAT

Pour réaliser le développement et adapter le continent au changement climatique, les besoins sont chiffrés à 300 milliards de dollars par an. La BAD contribue activement à la quête de fonds. « On a un besoin constant d'augmenter les concours de la BAD », souligne Lionel Zinsou. « C'est exactement ce qui s'est fait avec la Banque asiatique de développement, qui a été un instrument essentiel qui a fait de l'Asie la plus forte croissance connue historiquement. Et c'est quelque chose qui est en train de s'engager avec la BAD. »

Sous le double mandat d'Akinwumi Adesina, la banque panafricaine a reconstitué le Fonds africain de développement, un des deux guichets concessionnels du groupe, qui offrent des dons ou des prêts à taux très réduits. Elle a réussi deux augmentations de capital, à 318 milliards de dollars désormais.

Le Nigérian a également convaincu le Fonds monétaire international (FMI) de verser aux banques régionales de développement, dont la BAD, les droits de tirage spéciaux (DTS) cédés par les pays riches aux pays en développement, lors de la crise liée à la pandémie de Covid-19. Il encourage aussi la mobilisation massive des financements privés, en particulier dans le cadre de partenariats public-privés. Et il plaide pour la création d'agences de notation africaines, les agences de notations internationales exagérant selon lui le risque des États africains, ce qui leur aurait coûté 75 milliards de dollars d'intérêts supplémentaires en vingt ans. Mais des lenteurs bureaucratiques. En dépit de toutes ces avancées, la BAD est critiquée pour la lenteur de ses cycles d'approbation et d'évaluation des projets. « Les Africains restent un peu sur leur faim », observe Carlos Lopes. « Par exemple, pour les infrastructures, qui est quand même l'axe le plus important, le cycle d'approbation est d'à peu près 5 ans, c'est énorme ! Les pays ont des priorités urgentes et très souvent ils se trouvent, disons dépendant du quitus de

la BAD pour pouvoir mobiliser d'autres fonds, et mobiliser d'autres partenariats, donc ils aimeraient avoir du côté de la BAD une vitesse d'exécution beaucoup plus forte et aussi une capacité de simplifier les processus. »

## LA SUCCESSION DANS TOUTES LES TÊTES

Qui pour succéder à Akinwumi Adesina ? Après un président anglophone et originaire d'Afrique de l'Ouest, la règle tacite d'alternance voudrait que le prochain président de la BAD, qui sera élu en mai 2025, soit francophone et d'une autre région africaine : Maghreb, Machrek, Afrique australe ou Afrique centrale. « Il y a un principe de rotation, c'est clair », reconnaît Carlos Lopes, « mais ce principe de rotation est aussi soumis aux aléas de la politique du moment. » Car il faut un consensus non seulement entre pays africains, mais aussi avec les pays non régionaux de la BAD. Parmi les candidats potentiels : le Mauritanien Sidi Ould Dah, en fin de mandat à la tête de la BADEA, l'Algérien Rabah Arekzi, l'Égyptienne Rania Al-Mashat, le Tchadien Abbas Mahamat Tolly, le Béninois Romuald Wadagni, le Sénégalais Amadou Hott, sa compatriote Hassatou Diop N'Sele et le Zambien Samuel Munzele Maimbo, candidat unique désigné tout récemment par la SADC, aux dépens de la Sud-Africaine

**Bajabulile Swazi Tshabalala.**



# Akiba

TRAVEL SERVICES

## BEYOND TRAVEL...

- ◆ Air ticket
- ◆ Travel Insurance
- ◆ Visa assistance
- ◆ Hôtel Booking
- ◆ Car rental
- ◆ Airport transfer
- ◆ Tour package
- ◆ Event Management



+237 233 42 66 37

+237 676 64 64 57

+237 695 98 50 96

Ancien Immeuble Nobra, 2e Étage, Porte 4

servicedesk@akiba-travel.com

www.akiba-travel.com